

BRÈVES ÉCONOMIQUES Tunisie & Libye

Une publication du SER de Tunis
Semaine du 16 octobre 2023

7,7% du PIB

Le déficit budgétaire annoncé dans le projet de loi de finances rectificative (LFR) pour l'année 2023

Tunisie

Le ministère des finances a publié la loi de finances rectificative 2023 et le projet de loi de finances 2024

Le ministère des finances a publié et transmis au parlement le 16 octobre le projet de loi de finances rectificative (LFR) 2023 et le projet de loi de finances 2024. La LFR présente un déficit budgétaire qui s'est creusé à 7,7% du PIB pour cette année contre une prévision initiale de 5,2% du PIB. Cette évolution s'explique en partie par une légère diminution des prévisions de recettes de l'Etat conjuguée à une augmentation des dépenses, principalement de subventions (+30%) des produits de base comme des carburants. Pour 2024, le PLF prévoit un déficit de 6,6% du PIB.

Le service de la dette (remboursement du principal et des intérêts des emprunts) est légèrement corrigé pour 2023, de 21,1 à 20,8 Md TND (6,2 Md EUR), mais atteindrait 24,7 Md TND (7,4 Md EUR) en 2024. Compte tenu de l'accroissement du déficit public en 2023 et du poids du service de la dette en 2024, les besoins de financement par emprunt ont été révisés à la hausse de 23,5 à 25,9 Md TND (7,7 Md EUR) en 2023 et atteindraient 28,7 Md TND (8,6 Md EUR) en 2024. La dette tunisienne s'alourdirait de 76,6% du PIB à 80,2% en 2023 et son profil évoluerait avec une part de dette intérieure en nette augmentation, passant de 36% à 43% de l'encours. Pour 2024 la dette se stabiliserait à 79,8% du PIB.

Ces projections budgétaires ont été établies sur la base des hypothèses suivantes : (i) une prévision de croissance révisée à la baisse de 1,8 à 0,9% en 2023 du fait notamment de l'impact de la sécheresse sur les revenus du secteur agricole ; (ii) une estimation du prix annuel moyen du baril de pétrole révisé de 89 USD à 83 USD en 2023 et fixée à 81 USD pour 2024 ; (iii) une stabilité du taux de change en 2024.

Samir Saïed, le ministre de l'Economie et de la Planification, a été démis de ses fonctions le 17 octobre

Le président de la République, Kaïs Saïed, a démis de ses fonctions le ministre de l'Economie et de la Planification, Samir Saïed et a chargé la ministre des Finances, Sihem Boughdiri Nemsia, d'assurer provisoirement l'intérim. Le président de la République, Kaïs Saïed, a démis de ses fonctions le ministre de l'Economie et de la Planification, Samir Saïed et a chargé la ministre des Finances, Sihem Boughdiri Nemsia, d'assurer provisoirement l'intérim. Cette décision intervient une semaine après le déplacement de Samir Saïed aux assemblées annuelles du groupe de la Banque Mondiale (BM) et du Fonds Monétaire International (FMI) à Marrakech. Le ministre s'était entretenu avec plusieurs institutions financières internationales dont la BM, le FMI et la Banque Européenne d'Investissement en vue de renforcer leurs coopérations financières et techniques.

En juillet, Samir Saïed avait exprimé son souhait de maintenir des liens avec les institutions internationales et recommandé la conclusion d'un programme FMI, mais cette recommandation n'avait finalement pas été retenue par le président de la République, une démarche non alignée sur celle du président, qui n'a cessé d'afficher son hostilité à un accord avec le FMI. Celui-ci l'avait reçu le ministre de l'économie le 5 octobre, et avait indiqué à cette occasion qu'il estimait que les actions du ministère de l'Economie étaient trop alignées sur « des logiques de banques » et devenaient trop autonomes par rapport à la politique générale de l'Etat.

Lancement du projet « Savoirs éco », financé par l'UE et mis en œuvre par Expertise France, à l'IHEC Carthage

Le lancement officiel du projet « Savoirs éco » a eu lieu le mardi 17 octobre à l'IHEC Carthage en présence de l'ambassadrice de France, Mme Anne Guéguen, du ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, M. Moncef Boukthir, ainsi que de l'ambassadeur de l'Union européenne, M. Marcus Cornaro. Il s'agit d'un projet financé par l'Union européenne à hauteur de 4,5 millions d'euros et mis en œuvre par Expertise France. Ce projet a pour objectif d'appuyer le débat public sur les enjeux économiques en Tunisie à travers un renforcement des structures productrices de savoirs à vocation économique (SPSE). Le projet « Savoirs éco » visera ainsi i) des centres d'analyse publics rattachés à une instance gouvernementale (comme ITES, ITCEQ, INS), ii) des laboratoires et des centres de recherche rattachés à des universités et iii) des think-tanks privés. Plus spécifiquement, le projet a pour objectifs d'encourager le renforcement et l'émergence des SPSE engagées dans une recherche scientifique et opérationnelle et de favoriser la vulgarisation, la diffusion voire l'expérimentation des analyses produites par les SPSE.

La chambre de commerce et d'industrie tuniso-française (CCITF) et la French Tech Tunis ont signé une convention de partenariat le 17 octobre visant à renforcer leur collaboration et promouvoir l'innovation et l'entrepreneuriat en Tunisie

Signée par Khélil Chaïbi, président de la CCITF, et Neila Ben Zina, présidente de la French Tech Tunis, la convention vise à renforcer la collaboration entre les deux partenaires, en mutualisant leurs ressources et leurs actions pour promouvoir l'innovation et l'entrepreneuriat en Tunisie. Les deux organisations souhaitent générer des synergies bénéfiques en rapprochant deux écosystèmes : les entreprises du secteur numérique et les startups. Elles prévoient également d'organiser des événements de networking sur l'entrepreneuriat féminin et des rencontres dans le cadre du projet Women In Tech, qui vise à réduire les écarts de genre dans les secteurs des technologies et de l'ingénierie.

La balance commerciale alimentaire enregistre un déficit de 768 M TND à fin septembre 2023

Selon [l'Observatoire National de l'Agriculture](#) (ONAGRI), au cours des neufs premiers mois de 2023, le déficit de la balance commerciale alimentaire s'élève à 768 M TND, contre un déficit de 1 950,2 M TND à fin septembre 2022. Le taux de couverture, qui correspond au rapport entre les exportations et les importations, passe ainsi de 68% en 2022 à 86,7% en 2023. La diminution du déficit s'explique en partie par la hausse des exportations de l'huile d'olive en valeur (+55,7%), favorisées par l'augmentation des prix à l'exportation de 60,5% en moyenne sur un an. Elle est également le résultat de la baisse des importations de céréales en valeur (-13,7%), conséquence de la baisse des prix à l'importation comprise entre 19% et 25% suivant le type de céréales, et d'huiles végétales (29,2%). En revanche, les importations de sucre et de lait ont connu des hausses de 109% et 63,7%.

La stratégie nationale de l'eau à l'horizon 2050 nécessite la mobilisation de 70 Mds TND

Le directeur de cabinet du ministre de l'Agriculture, des Ressources hydrauliques et de la Pêche, Rafik Aini, a indiqué le 16 octobre lors d'une réunion de travail avec la FAO, que [la stratégie nationale du secteur de l'eau à horizon 2050](#) nécessitait 2,7 Mds TND par an, soit 70 Mds TND d'ici 2050. Cette stratégie, parue en octobre 2022, ambitionne de garantir un accès à l'eau potable à toute la population et de renforcer la sécurité alimentaire du pays. Pour atteindre cet objectif, 43 projets et 1 200 mesures sont envisagés. L'accent est mis sur l'agriculture irriguée, qui consomme 80% des ressources hydriques du pays. Les autorités tunisiennes visent à réduire cette part à 70% pour allouer les 30% restants à la consommation nationale, ainsi qu'aux secteurs industriels et touristiques. Des projets de modernisation d'infrastructures et d'équipements des réseaux d'eau sont prévus afin d'améliorer les rendements et économiser 300 M de mètres cubes d'eau à l'horizon 2050. La valorisation des eaux usées fait également partie des priorités car elle pourrait fournir près de 600 M de mètres cubes dans le secteur agricole d'ici 2050.

Libye

La NOC signe un protocole d'accord avec la société norvégienne Equinor pour évaluer le potentiel pétrolier et gazier dans les zones maritimes libyennes

Le président du conseil d'administration de la National Oil Corporation (NOC), Farhat Bengdara, et la société norvégienne pétrolière Equinor ont signé le 17 octobre au siège de la NOC, un protocole d'accord afin d'évaluer les capacités pétrolières et gazières dans les zones maritimes libyennes. A cet accord s'ajoute également la formation par Equinor de jeunes travaillant dans le secteur pétrolier et gazier libyen. Equinor est présent en Libye depuis plus de 29 ans, avec des activités d'exploration et de production pétrolière on-shore dans le champ de Mabruk (NC 017) et dans le bassin de Murzuq (NC 186 et champ I/R).

Le GUN alloue 315 M LYD pour la reconstruction des routes à Derna

Le Gouvernement d'Union nationale (GUN) couvrira le total des besoins financiers pour la remise en état des routes de Derna, dont les dégâts ont été estimés à 315 M LYD par l'autorité des ponts et chaussées. Cette décision devrait permettre de réhabiliter les routes endommagées par les inondations qui ont touché la ville de Derna et les régions d'Al-Jabal Al-Akhdar dans l'est de la Libye. Au total, environ 45 880 km² de route ont été touchés par les inondations dont 30 km² entièrement effondrées. Quant aux ponts, 90 ont subi de graves dommages, 169 des effondrements, 15 ont été légèrement endommagés, et 56 ont été sujets à des affouillements. L'autorité des ponts et chaussées devrait prochainement publier un rapport recensant l'ensemble des dégâts de la région.

La 8^{ème} édition de l'exposition Petro Africa s'est tenue à Tripoli du 16 au 19 octobre

La 8^{ème} édition du forum Petro Africa pour le pétrole, le gaz et les énergies renouvelables a eu lieu à la foire internationale de Tripoli du 16 au 19 octobre. Organisé pour la première fois en Libye, ce forum a été inauguré par le ministre libyen du pétrole et du gaz, Mohamed Aoun, basé à Tripoli, accompagné du ministre de l'économie et du commerce, Mohamed Al-Hweij. Au total, près de 120 participants locaux et internationaux, dont des entreprises des domaines de l'énergie, des produits pétroliers et des industries minérales et des experts, se sont réunis pour discuter des dernières innovations dans le secteur. Selon le directeur du bureau des médias et porte-parole du ministère du pétrole et du gaz, Ahmed Al-Tarhouni, ce forum pétrolier est essentiel pour la Libye qui recherche actuellement des solutions afin d'atteindre son objectif de production de 2 M barils/jours.

Visite d'une délégation libyenne à Paris dans le cadre du programme PAMRI pour la numérisation de l'administration fiscale

Une délégation de l'Autorité fiscale libyenne, du ministère des Finances basé à Tripoli et du ministère des Affaires étrangères et de la Coopération internationale, ainsi qu'une délégation d'Expertise France et deux experts fiscaux internationaux, ont participé à une visite à Paris dans le cadre du projet PAMRI pour la numérisation de l'administration fiscale. Lors d'une rencontre avec des représentants de Direction Générale des Finances Publiques (DGFIP), les participants ont discuté des procédures électroniques adoptées par l'unité des grands contribuables français et étudié les paramètres pour choisir des solutions numériques applicables en Libye. Les participants ont également rencontré des membres de l'Ecole Nationale des Finances Publiques (ENFiP) et ont assisté à une présentation du dispositif de formation et de la plateforme d'e-learning utilisés dans le cadre du recrutement et de la formation professionnelle de la DGFIP. Piloté par Expertise France et financé par le gouvernement français, le projet PAMRI vise à soutenir l'autorité fiscale libyenne dans le développement du système fiscal et la numérisation de ses services, notamment en partageant l'expérience de la DGFIP dans ce domaine.

315 M LYD

Le montant de l'aide allouée par le GUN pour reconstruction des routes à Derna

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Tunis

[Adil Rais, Assia Farah Benbahria, Alice Lebreuilly](#)

Rédaction : SER de Tunis

Abonnez-vous : tunis@dgtrésor.gouv.fr